



## Pour une Europe de l'égalité, de la solidarité et de la démocratie

Dans le cadre de



# Éditorial



**N**ous célébrons en 2013 l'Année européenne des citoyens dans un contexte profondément marqué par une crise qui a atteint tous les niveaux de nos sociétés, au moment où la confiance dans les institutions est en berne et les citoyens interrogent la légitimité même des décisions européennes.

Pendant des décennies, les politiques européennes axées sur le marché ont conduit à des inégalités croissantes et à une polarisation entre les riches et les pauvres malgré une croissance économique assez stable. Les réponses nationales à ces déséquilibres reposaient souvent, par conséquent, sur des politiques de *dumping* social et fiscal.

La crise a révélé de manière dramatique ces situations et pousse les citoyens à douter de la réelle valeur ajoutée, quand ce n'est pas du fondement même du projet européen. Les mesures d'austérité imposées dans les pays en difficulté mettent en danger la démocratie ainsi que l'accès aux droits fondamentaux pour des milliers de gens, tout en aggravant la récession et en creusant les dettes.

Dans ces conditions, la crédibilité du projet européen dans son ensemble est en jeu. Les politiques qui prônent la compétition entre les individus et les territoires sans réelle redistribution de richesse, qui s'adressent aux individus-consommateurs sans vouloir répondre aux besoins collectifs, qui offrent le cadre d'une égalité de chances sans en donner les moyens et laissant de côté les plus démunis, sont inacceptables et représentent un terrain fertile pour toutes sortes de populismes.

Une société réellement démocratique ne peut pas faire l'impasse sur l'implication de tous les citoyens. C'est une condition préalable pour que l'Europe devienne vraiment une communauté de destin basée sur une distribution plus équitable de la richesse pour satisfaire au bien-être économique, social et démocratique de tous. La solidarité et la démocratie vont de pair. Elles progressent ensemble, comme elles régressent ensemble. Aujourd'hui, elles ont besoin d'être remises au cœur des politiques publiques et mieux articulées.

Une société réellement démocratique valorise le rôle de la société civile. Quand les politiques publiques répondent aux aspirations pour une vie meilleure et un avenir partagé, les organisations de la société civile jouent un rôle clé dans la société en donnant un cadre pour l'engagement, la réflexion citoyenne et l'action en faveur des plus démunis.



Quand les politiques publiques répondent aux aspirations pour une vie meilleure et un avenir partagé, les organisations de la société civile sont un acteur majeur pour réhabiliter le collectif. Elles portent la parole des citoyens et sont un antidote efficace au sentiment d'isolement et d'abandon des individus. Les organisations de la société civile contribuent aussi au renforcement de la démocratie et du sentiment d'appartenance à une cause commune. La reconnaissance de leur capacité à contribuer au changement est cruciale pour nos démocraties qui ont terriblement besoin d'approches constructives et collectives, surtout en période de crise.

Ceux qui ont conscience du besoin de politiques fortes pour la cohésion sociale par ces temps de crise ont également à cœur le rôle de la société civile. L'engagement civique a pour but d'interpeller les décideurs pour avoir des réponses à la mesure des enjeux. Reconnaître l'engagement civique c'est entrer en dialogue avant de passer à la décision publique et c'est aussi lutter contre le conformisme passif. La citoyenneté active repose sur la participation des citoyens dans la vie de leur communauté, ainsi que sur leur implication dans le débat public ; deux attitudes essentielles pour la vitalité et la légitimité de la démocratie européenne.

Ce sont là des questions qui nous préoccupent profondément au Forum civique européen et auxquelles nous essayons d'apporter des réponses collectives avec d'autres réseaux associatifs européens. Nous avons saisi l'opportunité de cette Année européenne pour rassembler au sein d'une alliance de la société civile plus de 60 plateformes et réseaux européens autour d'un manifeste pour mettre en avant notre vision de la citoyenneté qui ne soit pas cantonnée aux droits individuels liés à la mobilité, mais qui s'attache aux valeurs du « vivre ensemble en solidarité » ainsi qu'au respect et à l'accès aux droits fondamentaux pour tous.

Pour la première fois dans l'histoire des années européennes, cette alliance a eu un véritable rayonnement national et a réussi à mobiliser des milliers de militants à travers l'Europe dans le cadre de groupes de travail et conférences thématiques pour nourrir ainsi un vaste processus délibératif ouvert sur l'avenir de l'Europe.

Les conclusions de cette réflexion collective – présentées devant la Commission européenne et la présidence du Conseil de l'Union européenne, le 13 décembre 2013 à Vilnius dans le cadre d'un événement à haute visibilité pour la clôture de cette Année européenne –, ont permis de démontrer l'opportunité de demander à la Commission et aux autres institutions présentes de mettre la citoyenneté active au cœur d'une société européenne de l'égalité, de la solidarité et de la participation des citoyens à tous les niveaux de cette construction économique, sociale, culturelle et politique qu'est l'Union européenne.

**Jean-Marc Roirant, président du Forum civique européen, et président de l'Alliance européenne.**

### **Les recommandations de l'Alliance pour une citoyenneté démocratique européenne**

L'Alliance pour l'année européenne des citoyens (EYCA) est un réseau ouvert aux organisations et réseaux de la société civile européenne souhaitant promouvoir la citoyenneté active comme une composante fondamentale du projet européen dans le cadre de l'année européenne des citoyens 2013. Les principes fondateurs de l'Alliance ont été regroupés dans son Manifeste adopté au printemps 2012.

L'Alliance regroupe 62 membres européens représentant plus de 4500 organisations dans 50 pays européens.

Malgré le plus faible budget jamais accordé à une année européenne, l'Alliance a reçu un soutien financier de la Commission européenne pour ses activités, les alliances nationales ayant quasi exclusivement fonctionné grâce à l'implication bénévole de leurs membres.

Des événements ont été organisés aux niveaux local, national et européen pour sensibiliser les citoyens sur leurs droits et leurs possibilités de participation à la prise de décision européenne. Ces actions et ces discussions ont été alimentées et poursuivies en ligne via le site [www.ey2013-alliance.eu](http://www.ey2013-alliance.eu) et les réseaux sociaux.

L'objectif principal de l'EYCA durant l'année a été de militer pour que la citoyenneté devienne une dimension transversale des politiques européennes et une priorité de chaque domaine d'intervention communautaire. Pour nous, la citoyenneté de l'Union ne doit pas se restreindre aux droits individuels, bien qu'ils soient fondamentaux, mais doit se fonder largement sur les valeurs afin de renforcer le sentiment d'appartenance des Européens à un projet collectif commun. En ce sens, les membres de l'Alliance ont contribué, tout au long de l'année, à une réflexion transnationale sur des thématiques liées à la citoyenneté active en Europe dans le cadre de trois groupes de travail. Leurs recommandations ont ensuite été regroupées dans un seul document « Il s'agit de nous, il s'agit d'Europe! Vers une citoyenneté démocratique européenne » qui sera transmis aux décideurs européens (cf. p. 4).

# Vers une **citoyenneté démocratique** européenne



**L'**un des principaux objectifs du large réseau transnational et intersectoriel que représente l'EYCA est d'assurer que la citoyenneté active soit incluse de manière transversale et permanente dans les politiques publiques européennes. Après un processus collectif de réflexions et de consultations, l'EYCA a présenté ses propositions pour renforcer et développer la citoyenneté active en Europe lors de l'événement de clôture de l'Année européenne des citoyens à Vilnius les 12 et 13 décembre 2013. Ce travail a été divisé selon trois groupes thématiques (la participation citoyenne et le dialogue civil ; les droits économiques, sociaux et politiques en tant qu'ensemble cohérent ; une citoyenneté inclusive pour tous les résidents de l'UE) ayant rassemblé 117 représentants de la société civile issus d'organisations européennes ou nationales (soit 26 pays représentés).

Le concept de citoyenneté de l'Union européenne, introduit dans le traité de Maastricht en 1992, a ajouté une dimension politique à la nature tout d'abord économique de la communauté européenne. Selon la Charte des droits fondamentaux de l'UE, l'Union a « placé l'individu au centre de ses activités », en introduisant une citoyenneté de l'Union et en créant un espace de liberté, de sécurité et de justice.

En dépit de sa reconnaissance officielle dans les traités, la citoyenneté de l'UE est aujourd'hui en crise. De façon quasi systématique, les forces populistes s'appuient sur un sentiment de désenchantement généralisé pour exacerber les comportements nationalistes et xénophobes, faisant ainsi obstacle à la possibilité d'un avenir partagé qui s'appuierait sur des valeurs démocratiques et progressistes. Pour l'EYCA, rétablir la solidarité, créer un cadre pour les citoyens destiné à mieux vivre ensemble, et inverser la tendance actuelle requiert des changements majeurs dans la façon dont les politiques européennes sont développées et mises en œuvre afin de redonner une nouvelle impulsion au projet démocratique européen.

Les recommandations de l'EYCA ont été regroupées dans un document intitulé « Il s'agit de nous, il s'agit d'Europe! Vers une citoyenneté européenne démocratique », disponible en 16 langues et accessible sur le site [www.ey2013-alliance.eu](http://www.ey2013-alliance.eu). Ce document rassemble toutes les priorités et les recommandations établies par les membres de l'EYCA et destinées aux décideurs européens aux niveaux européen, national et local. Ces demandes et recommandations développent une vision pour l'Europe autour de trois chapitres :

## **Chapitre I : LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE ACTIVE EN TANT QUE PROJET DE SOCIÉTÉ**

Bien que les recommandations de l'EYCA soient fortement influencées par les crises économique, sociale et politique actuelle, elles sont avant tout le fruit d'une vision politique de la société et de l'Europe, soit une Europe ouverte, inclusive et participative.

Ces propositions visent ainsi à relancer le projet européen en replaçant les citoyens, la solidarité, l'égalité, l'équité et la vision à leur place : au cœur de l'Europe. Cela implique de passer de l'approche dominante, qui considère les citoyens comme des individus-consommateurs, à une approche qui respecte à la fois les aspirations individuelles et qui prenne en compte les aspirations collectives à un avenir partagé.

Atteindre ce modèle requiert de passer d'une Europe largement considérée comme un projet économique à une Europe qui restaure et promeut les valeurs de solidarité et d'égalité entre États et entre citoyens. C'est seulement en tenant compte de ces aspects fondamentaux que l'on peut garantir la légitimité du projet européen, la confiance et l'enthousiasme à l'égard de l'Europe, ainsi qu'une progression dans le processus d'intégration européenne.

## Chapitre II : POUR UNE DÉMOCRATIE EUROPÉENNE OUVERTE ET INCLUSIVE

Cette vision idéale de l'Europe défendue par l'EYCA ne sera pas atteinte tant que les inégalités et les discriminations persistantes subies par certains citoyens vulnérables, marginalisés et exclus, ne seront résolument combattues.

L'indivisibilité des droits est un prérequis indispensable à l'inclusion sociale et à la citoyenneté active. Une attention particulière doit y être portée pour s'assurer qu'aucun citoyen résidant dans l'Union européenne ne soit exclu, menacé d'exclusion ou victime de discrimination à cause d'un manque de respect de ses droits sociaux et économiques. La santé et la protection de tous sont au cœur du modèle social européen, en particulier pour les membres de la société les plus vulnérables. L'EYCA est convaincue que les citoyens peuvent avoir conscience de leurs responsabilités les uns envers les autres uniquement dans une société qui permette un accès effectif et universel aux droits.

## Chapitre III : UNE DÉMOCRATIE EUROPÉENNE, TROIS PILIERS DÉMOCRATIQUES

Au-delà de ces questions élémentaires, tous les piliers démocratiques doivent fonctionner de manière optimale, afin de garantir une démocratie européenne vivante et effective. L'éducation et les médias devraient être indépendants, tout en voyant leur dimension européenne renforcée. Dans le contexte défini par les valeurs universelles inscrites dans les Traités, les institutions européennes devraient s'assurer que les décisions tiennent compte des besoins des citoyens, de leurs attentes et de leur vision de la société. La société civile organisée défendant les droits de l'Homme et l'intérêt général avec des solutions collectives et constructives devrait être renforcée puisque son rôle de défenseur et d'acteur du changement est primordial pour les démocraties, *a fortiori* en temps de crise.

La problématique de la citoyenneté européenne nous renvoie à la question du projet européen. Si les institutions de l'Union européenne souhaitent réellement une Europe politique et sociale, la citoyenneté de l'Union devrait alors être accordée à toutes les personnes résidant sur son territoire, y compris les ressortissants des pays tiers qui deviennent des résidents en Europe.

Telle est la vision de la citoyenneté européenne portée par les membres de l'EYCA dans ses recommandations finales ([www.ey2013-alliance.eu](http://www.ey2013-alliance.eu)) et qui sera défendue dans les mois à venir, notamment dans le cadre de la campagne des élections européennes 2014.

### Que signifie pour vous la citoyenneté européenne ?

Tout au long de l'année, l'EYCA a collecté des polaroids au cours d'événements ou dans l'espace public en photographiant les gens et en leur demandant de partager leur vision de la citoyenneté (européenne) active. L'idée de ce projet photographique était d'engager la discussion, privilégier l'art et la photographie comme moyens d'expression et mettre en place un projet collectif, participatif et transnational.

Le titre « Work in progress » a été choisi pour souligner que ce projet ne pourrait, par définition, pas se terminer. Cette exposition n'a pas la prétention de trouver une définition de la citoyenneté active ou de montrer des tendances, mais d'engager des échanges et d'amener les gens à se remettre en question et à réfléchir à leur rôle dans la société. Comme la démocratie, la citoyenneté active est un processus en perpétuelle évolution, un « Work in progress » permanent.

Dans dix villes européennes (Londres, La Courneuve, Amsterdam, Zagreb, Nantes, Berlin, etc.), ce sont près de 400 citoyens de 44 nationalités différentes qui ont joué le jeu et nous ont livré leur vision de la citoyenneté active et/ou de l'Europe. Entre humour, inquiétude, philosophie et bon sens, ces messages sont autant de pistes de réflexions ouvertes.

Une exposition regroupant l'ensemble des polaroids recueillis sera inaugurée en décembre 2013 dans le cadre de l'événement de clôture de l'Année à Vilnius et déclinée en ligne à l'adresse [www.polaroidproject.eu](http://www.polaroidproject.eu).



# Voyage au bout de l'année 2013



Un goût amer ressort de cette Année européenne des citoyens pour bon nombre d'acteurs, notamment associatifs, qui, comme nous, ont joué le jeu, ont investi cette initiative pour mettre en lumière les manquements aux droits des citoyens européens et faire avancer l'idée d'une citoyenneté démocratique européenne.

Certes, nous savions dès le départ que cette année serait avant tout, du point de vue institutionnel, une opération de communication. Mais si l'on s'en tient au site officiel de la Commission européenne :

L'objectif [des années européennes] est de sensibiliser les citoyens à certains sujets, d'encourager le débat et de faire évoluer les mentalités.

L'Année européenne peut aussi constituer un engagement et un signal politique forts de la part des institutions de l'Union et des États membres, indiquant que le sujet sera pris en considération à l'avenir dans l'élaboration des politiques.

Un « signal politique fort ». C'est précisément ce que nous espérons, et ce que beaucoup de citoyens européens attendaient, dans le contexte de crises sociale, économique et politique. Alors que l'année européenne touche à sa fin, un petit tour d'horizon de l'implication des acteurs politiques et institutionnels européens s'impose.

Optimistes bien que lucides sur l'opération, nous étions tout à fait d'accord avec l'eurodéputée française Marie-Christine Vergiat pour qui : « [il] ne faut pas être dupe de ce que représente cette année européenne des citoyens mais c'est une occasion de parler véritablement de citoyenneté. La crise d'aujourd'hui est une crise financière qui a des conséquences économiques et sociales dramatiques, parce qu'elle est mal gérée. Mais c'est aussi une crise politique et démocratique. [...] Cette Année européenne est une occasion de porter le débat avec ou sans le soutien des institutions européennes. De plus en plus de personnes ont envie de réfléchir ensemble pour construire et proposer des

*alternatives à l'échelle européenne. Elles sont conscientes que c'est à ce niveau que beaucoup de choses se passent. »*

Et nous croyions, à l'instar de la rapporteure sur l'année européenne au Parlement européen, Antigoni Papadopoulou que : « *L'année européenne des citoyens nous offre une opportunité unique de mettre en avant les droits des citoyens et d'encourager la participation active à la vie démocratique de l'UE. »*

Ce qui est d'autant plus nécessaire en période de crise économique, sociale et politique comme elle le rappelait dans un autre entretien.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, nous avait également rassurés lors de l'événement de lancement de l'année européenne à Dublin en clôturant son intervention ainsi : « *[L'Union européenne] est ce que nous déciderons qu'elle soit. Beaucoup de choses peuvent et doivent être mieux faites et cette année des citoyens offre de nouvelles opportunités pour modeler l'Union européenne de l'avenir. J'espère voir un vrai débat sur la façon dont l'Union européenne devrait évoluer dans les années à venir, économiquement comme politiquement. Un débat qui engage chaque citoyen. C'est pour cela que nous sommes là aujourd'hui. Et c'est pour cela que je veux vraiment m'engager dans ce débat avec vous. »*

Tout comme l'avait fait la ministre des Affaires étrangères irlandaise, Lucinda Creighton, en ouvrant la conférence de lancement de l'année avec la société civile européenne, et notamment l'Alliance EYC2013, organisée le 22 janvier à Bruxelles (pour qui trouverait redondant ou incongru d'avoir deux « événements de lancement », précisons ici que la société civile européenne n'avait pas été conviée à la conférence de lancement à Dublin) : « *Cette année devrait nous offrir une opportunité de nous rappeler les droits et les avantages dont nous disposons en tant que citoyens de l'Union européenne. Mais l'opportunité est même plus grande que cela. Cette année est notre chance d'avoir un débat pan-européen sur ce que signifie le fait d'être citoyen de l'Union européenne et sur l'avenir que nous souhaitons avoir en tant que citoyen de l'UE. »*

Après des débuts quelque peu difficiles, la décision officielle concernant l'Année européenne 2013 n'étant intervenue qu'en novembre 2012, nous avons commencé à croire que cette année des citoyens pourrait véritablement ouvrir une époque de dialogue entre les citoyens et les institutions européennes, une période où les dirigeants européens seraient plus attentifs aux besoins et aux revendications populaires dans un dialogue constructif et permanent. Les prises de position d'acteurs institutionnels majeurs en faveur d'un débat de fond sur l'avenir de l'Union européenne corroboraient l'idée que les décideurs européens étaient prêts à écouter les interrogations citoyennes et nous nourrissions l'espoir qu'ils pourraient même les prendre en compte, les préoccupants contextes socio-économique et pré-électoral aidant (si l'on peut dire). Nous étions donc relativement confiants.

Puis nous nous sommes mis à douter. Et si cette « Année européenne des citoyens » n'était pas véritablement pensée comme un moyen d'engager les gens dans une discussion « d'égal à égal » mais se bornait à être une énième opération d'information sur tout ce que font les institutions européennes pour « améliorer le quotidien » des citoyens (consommateurs) ?

Bien sûr les « dialogues citoyens » ont illustré la volonté de la Commission européenne de débattre avec les citoyens puisque l'ensemble du collège des commissaires a été mobilisé durant l'année pour aller à la rencontre de citoyens européens dans l'ensemble des États membres... avec 200 personnes, en moyenne, à chaque rencontre. Quelle sorte de dialogue est une rencontre entre 1 (ou 2) personne(s) disposant d'un micro et une salle de 200 personnes (disposant d'un micro au total) ?

## FRONTIÈRES À FRANCHIR

Du 29 au 31 octobre 2013, les membres du Conseil d'Administration du Forum civique européen (ECF) ont rencontré plus de 250 acteurs européens à l'occasion d'une conférence très enrichissante qui portait sur les pratiques innovantes dans le domaine de l'innovation démocratique et sociale.

Cet événement, labellisé dans le cadre de l'Alliance pour l'Année européenne des citoyens – EYCA, a été initié par le ministère des Affaires intérieures et des Relations au sein du Royaume des Pays-Bas.

L'événement a permis de présenter pas moins de quarante initiatives civiques européennes de terrain en faveur du changement social. Les porteurs de ces initiatives ont pu discuter de leur méthodologie et de leur impact sur la société.

Les débats ont souligné la crise de représentation que traverse actuellement l'Europe, à tous les niveaux, et le besoin de réagir, de mobiliser largement les organisations sociales, lorsque l'écart entre les politiques mises en œuvre et les attentes de citoyens poussent des millions de gens vers des mouvements régressifs, populistes et eurosceptiques.

Le Forum civique européen a animé un atelier qui avait pour objectif d'analyser l'impact des nouvelles formes de militantisme, et leur capacité à raviver l'espace public, à réconcilier les gens avec la politique, et à renforcer le dialogue et la participation. L'atelier a incité les participants à réfléchir à ces questions à partir de la présentation de deux initiatives civiques pour le changement social : GOTEIO en Espagne, et Clubture en Croatie.

Enfin et surtout, une jeune et dynamique organisation portugaise de militants a été accueillie au sein du réseau ECF. Elle a été à l'origine en 2011 du mouvement de protestation sociale « Geração à Rasca », qui a mobilisé environ 300 000 personnes au Portugal contre l'austérité et les conséquences sociales dramatiques de la crise politique et financière.

Pour en savoir plus sur cette conférence, consultez le site [www.borderstocross.com](http://www.borderstocross.com), le groupe LinkedIn ou contactez Stefanie Schuddebeurs : [stefanie.schuddebeurs@minbzk.nl](mailto:stefanie.schuddebeurs@minbzk.nl)





### **Une idée trop bonne pour une simple « année européenne »**

Et si les discours « politiques » évoquaient le débat sur l'avenir dont l'Union européenne avait besoin, la communication officielle autour de l'année se bornait, elle, à vanter les actions de l'Union pour les citoyens européens... De manière assez intéressante, on a par exemple pu noter durant l'année que le site officiel de l'année européenne avait été « complété » par un site intitulé « Débat sur l'Avenir de l'Europe », distinct de l'espace « Venez débattre » du site officiel de l'année, mais reprenant tout de même la charte graphique de l'année... un peu comme si la Commission européenne s'était rendue compte qu'elle tenait, avec ce « Venez débattre », une idée trop bonne pour l'abandonner à une simple « année européenne ».

La même tendance s'est observée sur les réseaux sociaux. Si l'on prend l'exemple de Twitter, le site de micro-blogging, le mot-clef officiel de l'année (eyc2013) a surtout été utilisé par les acteurs institutionnels (représentations de la Commission européenne, bureaux d'information du Parlement européen, Europe direct, etc.) et la société civile (EYCA, associations, bloggers, etc.). La classe politique européenne, bien que friande de cette communication 2.0, a, elle, montré peu d'engouement pour s'inscrire dans le cadre de l'année européenne. Ainsi, la commissaire Viviane Reding, en charge de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté, et à ce titre, référente pour l'Année européenne, n'a-t-elle jamais utilisé ce mot clef durant le second semestre 2013 (y compris lorsqu'elle tweetait sur des sujets clairement en lien avec les objectifs de l'année européenne, comme la perte du droit de vote pour un citoyen résidant dans un autre pays européen) alors qu'elle s'est emparé du mot-clef #EUdeb8 (deb8, version se voulant moderne du « debate » anglais) associé au grand débat sur l'avenir de l'Europe que la Commission appelait de ses vœux. Si l'on compare donc l'utilisation faite de ces deux mots-clefs par le compte Twitter officiel de Viviane Reding en 2013, il est intéressant de voir qu'après 10 occurrences au premier semestre 2013, le mot-clef #eyc2013 n'a jamais été utilisé au second trimestre alors que depuis son irruption dans la communication en ligne en février, #EUdeb8 a été utilisé plus de 50 fois au second semestre de l'année.

Plus généralement, il a été intéressant d'observer, en faisant simplement une recherche de « année européenne des citoyens » dans n'importe quel moteur de recherche, à quel point cette année a été ignorée (ou prise de haut) par la



classe politique européenne. Fort peu nombreux sont en effet les parlementaires ou commissaires européens qui ont utilisé ce cadre pour évoquer la question de la place des citoyens dans la vie démocratique européenne (par exemple) à quelques mois d'élections européennes, on pourrait presque parler de rendez-vous raté.

Certes le débat sur l'avenir de l'Union est trop important pour être circonscrit à la seule « année européenne des citoyens » ; mais si une année européenne des citoyens a un intérêt ce pourrait être celui de montrer l'ouverture des pouvoirs publics à ceux qu'ils sont censés servir. Or cela impliquerait plus de cohérence que l'on en observe en étudiant de près la mise en œuvre et l'appropriation politique de l'année européenne des citoyens. Fort heureusement assez peu de citoyens européens se seront intéressés aux incohérences de l'année européenne pour que cela ne porte préjudice à l'Union européenne. Qui n'a pas besoin de cela au demeurant.

Tous ceux pour qui une opportunité offerte pour parler de citoyenneté européenne ne peut être prise de haut, auront utilisé l'année européenne des citoyens pour sensibiliser ces derniers au projet européen, et à leur rôle dans ledit projet. Mais tout de même, reste ce goût amer lié au manque d'investissement des mêmes dirigeants qui insistaient sur la nécessité d'ouvrir un large débat sur l'avenir de l'Europe... « *Amer savoir, celui qu'on tire du voyage!* » disait le poète qui poursuivait : « *Faut-il partir? rester? Si tu peux rester, reste.* » Et reste actif pourrions-nous ajouter.

**David Lopez, Ligue de l'enseignement, membre du Forum civique européen**

### **Regards croisés sur la citoyenneté de l'Union européenne**

2013 n'aura pas seulement été l'année européenne des citoyens ; elle aura aussi vu l'élargissement de l'Union européenne à un 28<sup>e</sup> membre : la Croatie. Le 8 juillet 2013, l'EYCA a rassemblé 150 citoyens de 30 pays européens à Zagreb, capitale du nouvel État membre de l'UE, afin d'échanger leurs visions et expériences dans le cadre d'une conférence européenne, « Regards croisés sur la citoyenneté européenne », soutenue par la Commission européenne et l'Ambassade de France en Croatie.

En Croatie, dans les Balkans, comme dans le reste de l'Europe, le contexte actuel nous pousse à nous interroger sur le véritable sens du projet européen et à notre rôle, en tant que citoyens, dans ce projet. Confronter différentes visions, prendre du recul et se rapprocher d'un projet européen véritablement citoyen : tels étaient les objectifs de cette journée.

Pour paraphraser le philosophe italien Antonio Gramsci, nous pourrions résumer les discussions de cette journée comme l'expression du pessimisme de l'intelligence et de l'optimisme de la volonté. Beaucoup d'intervenants se sont en effet accordés sur un constat sombre quant aux récents développements et aux perspectives actuelles de l'Union européenne. Dans le même temps, nombreux sont les citoyens, les organisations ou les mobilisations qui tendent à penser que l'idée européenne, en tant que projet solidaire, ouvert et participatif, est (bien) vivante... mais ces derniers se confrontent souvent à des décideurs pour qui « critique » (en l'occurrence de la construction européenne) rime avec « refus ».

Comme Marina Blagojević, universitaire serbe, l'a exprimé : « *L'Europe est mieux en rêve et en vision* » et c'est précisément pourquoi la société civile doit continuer à défendre sa vision de l'Europe. « *Nous devons construire une vision pour pouvoir avancer, et une vision ne peut qu'être un projet collectif, pas un projet individuel. Les citoyens, les mouvements et les ONG peuvent concrètement construire cette vision collective* » a-t-elle ajouté. C'est tout le travail de l'EYCA dans le cadre de l'année européenne 2013.

Retrouvez le compte-rendu des échanges ayant eu lieu durant cette conférence en français, en anglais et en croate sur [www.ey2013-alliance.eu](http://www.ey2013-alliance.eu).

# EYCA-France : les associations, terreau d'une citoyenneté active



L'année 2013 s'achève et avec elle « l'Année européenne des citoyens ». Une année difficile où l'ambition d'une Europe démocratique a souvent été malmenée. L'exemple français est à cet égard tristement éloquent puisque les derniers mois ont montré le visage d'un pays où l'égalité entre les citoyens est remise en question, la parole xénophobe et raciste libérée et l'ouverture aux autres malmenée.

Autant d'assauts à la démocratie, en France comme en Europe, qui montrent à quel point tous les acteurs concourant à la démocratie doivent être engagés et mobilisés, au premier rang desquels les associations.

C'est pourquoi, dans le cadre français, l'Alliance pour l'Année européenne des citoyens s'est essentiellement focalisée sur la promotion de la contribution des associations à la vie démocratique. Pour ce faire, l'Alliance-France a fondé son action sur trois dynamiques de travail : contribution aux groupes de travail au niveau européen et mise en place d'une duplication de ces groupes en France ; labellisation d'événements valorisant l'engagement, la participation à la vie démocratique et la citoyenneté et enfin organisation d'événements communs.

## Mettre plus d'Europe dans les pratiques associatives françaises

Comme le rappelle Nadia Bellaoui, présidente de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) assurant la coordination de l'EYCA-France, « à l'occasion de l'événement de clôture de l'Année européenne à Vilnius, l'Alliance EYCA2013 présentera une série de propositions concrètes pour que la citoyenneté européenne soit replacée au cœur de l'agenda politique. Cette intervention de la société civile dans le débat public européen revêt une grande importance pour l'Alliance française ».

En effet, l'Alliance-France a fait le choix de focaliser son travail et son action sur les associations comme terreau d'une citoyenneté active, et ce, à toutes les échelles de la participation (locale, nationale et européenne). « Les membres ont ainsi orienté les travaux sur la valorisation du dynamisme associatif en France et ce dans de nombreux domaines [afin] de favoriser la reconnaissance et l'intérêt, de la part des pouvoirs publics comme du plus grand nombre, des actions menées par les structures de la société civile sur les questions citoyennes et démocratiques » explique Marion Baby, directrice adjointe de l'association Civisme et Démocratie (CIDEM) assurant le secrétariat exécutif de l'EYCA-France.

Marion Baby développe ce choix fait par l'Alliance-France : « Favoriser la structuration d'une vie démocratique et citoyenne, forte à toutes les échelles, tout en permettant la participation de tous implique de valoriser l'action des associations. En effet, que ce soit, via l'intégration par le sport, l'éducation populaire, l'action sociale, les luttes environnementales, etc. tous ces travaux sont, sans conteste, vecteurs d'une citoyenneté active et d'une participation plus large à la vie de la « cité » et de la capacité à devenir et être citoyen. » Ce sont ces aspects que l'Alliance a voulu mettre en avant tout au long de cette année des citoyens en labellisant une série d'événements et d'actions.

L'Alliance-France a notamment organisé un concours visant à proposer un projet de vidéo sur « le rôle des associations dans l'exercice de la citoyenneté en France et en Europe ». Les meilleurs projets retenus ont été diffusés, notamment dans le cadre d'un événement de l'EYCA-France organisé à Paris lors de la journée mondiale du bénévolat le 5 décembre.



De plus, la diversité des membres de l'Alliance, en termes de secteurs d'activité, a permis une réflexion large et inclusive sur la contribution de la société civile au renforcement de nos sociétés démocratiques, et ce dans une optique de dialogue renforcé avec les pouvoirs publics sur ces questions.

## Relayer la position française sur les thèmes abordés par l'EYCA

L'Alliance-France a souhaité suivre de très près les travaux de l'Alliance au niveau européen et s'est donc attachée à contribuer activement à chaque étape de l'élaboration des recommandations politiques par une représentation active aux trois groupes de travail.

Marion Baby représentait l'Alliance-France dans le groupe de travail « participation des citoyens et dialogue civil » et a insisté sur l'importance du dialogue civil et sur la nécessité pour les associations nationales de mieux tenir compte de l'échelle européenne dans leurs activités et revendications nationales : « *Aujourd'hui, la question de la structuration de la société civile et sa contribution à une société plus démocratique et inclusive ne peut faire l'économie du niveau européen et la question de la citoyenneté se pose aussi à cette nouvelle échelle. Cette citoyenneté à la fois nouvelle et en devenir doit être comprise et appréhendée par le plus grand nombre. En effet, il devient primordial de s'approprier ce nouvel espace de citoyenneté et d'y participer afin de favoriser la mise en place d'un espace public européen démocratique et fort. Ce nouvel espace ne se constitue pas en opposition avec l'espace local ou national mais bien dans la complémentarité, dans l'optique d'une citoyenneté active pour tous à tous les niveaux.* »

Ursula Serafin, directrice de la Maison de l'Europe de Paris, représentait l'Alliance-France dans le groupe de travail « la citoyenneté politique, sociale et économique : un tout cohérent ». « *Trois thèmes ont été discutés par les membres du groupe : la dimension sociale de la stratégie Europe 2020, l'inclusion active qui comprend les responsabilités et les droits sociaux, la non-discrimination et l'égalité de traitement. La prise de conscience de cette citoyenneté active passe notamment par les échanges entre tous les Européens et la mise en débat des questions européennes.* » Ursula souligne également l'intérêt de la démarche à la fois transversale, transnationale et multi-niveaux de l'EYCA : « *Les contributions d'experts consultés par le groupe et celles des participants (Allemands, Finlandais, Chypriotes, Français, Slovénes, Lettons, Britanniques...) ont permis de comparer les réalités du terrain avec les objectifs européens. L'examen des diverses approches nationales sur des sujets comme la lutte contre la pauvreté ou la discrimination permet d'éclairer à la fois les différences et les valeurs communes entre les Français et les autres Européens. Cet apprentissage du « vivre ensemble » au sein d'un groupe de travail multinational comme le nôtre participe à l'essor de la citoyenneté européenne.* »

Clémentine Laforêt, chargée des relations internationales de l'association « Itinéraire International » représentait l'Alliance-France dans le groupe de travail « une citoyenneté inclusive pour tous les résidents de l'UE », « *c'est-à-dire l'approche particulière qui s'attache à inclure tous les citoyens européens dans les sujets principaux de la citoyenneté : droit au vote, droit à la participation au dialogue entre l'UE et les citoyens, liberté de circuler. Ce dernier thème, et l'accès aux programmes de mobilité, ont été les plus abordés en France* » nous explique-t-elle.

« *Bon nombre des recommandations élaborées dans le cadre de l'Alliance EYCA2013 s'adressent aux dirigeants nationaux, bien souvent, en effet, les États membres rechignent à mettre en œuvre les directives communautaires. L'Alliance française est consciente de l'importance de poursuivre sa mobilisation pour faire en sorte que ces propositions soient entendues et alimentent les débats de la campagne des élections européennes à venir* » rappelle Nadia Bellaoui. Une année européenne qui ne s'achèvera peut-être pas le 31 décembre 2013...

### Espagne : l'année des attaques contre la citoyenneté

La citoyenneté active a été malmenée, c'est le moins que l'on puisse dire, en Espagne durant cette « année européenne des citoyens ». L'EYCA-Espagne (<http://ey2013-alliance.eu/spanish-alliance/>) s'est principalement attaché à combattre ces attaques répétées contre l'exercice de la citoyenneté.

Tout d'abord contre une réforme éducative du gouvernement qui inclut la suppression de l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme dans l'enseignement primaire et secondaire. Cette proposition va à l'encontre de plusieurs décisions et textes européens et a été accueillie par un fort mouvement de protestation, notamment de la part d'organisations de la société civile. À travers l'EYCA, les organisations espagnoles ont pu sensibiliser leurs collègues européens et les impliquer dans la campagne menée (pétition au Conseil de l'Europe, lettre au ministre espagnol de l'éducation, etc.). Les organisations espagnoles ont été reçues au Parlement pour exprimer leur point de vue sur ce sujet. La loi n'a pas encore été adoptée et les associations continueront à s'y opposer et à combattre les tendances similaires ayant lieu dans d'autres pays européens.

Le deuxième est lié à une réforme administrative de juin 2013 incluant la suppression du Conseil espagnol de la jeunesse (CJE), membre de l'EYCA-Espagne, dans le but de le remplacer par un comité consultatif des associations de jeunesse. Des manifestations et actions de soutien ont été organisées pour sauver le CJE, la seule agence publique représentant et défendant la jeunesse espagnole depuis 30 ans. Des campagnes de soutiens actives et créatives ont été menées par les organisations de jeunesse et relayées au niveau européen. Martin Schulz, président du Parlement européen, a exprimé ses craintes au Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy.

Comme le montrent ces deux exemples, l'année de la citoyenneté en Espagne aura en vérité été marquée par de sérieuses menaces à l'exercice de la citoyenneté, mais la société civile a montré sa réactivité et sa capacité de mobilisation au niveau européen.

**Coordination :** David Lopez, Alexandrina Najmowicz et Anne-Charlotte Oriol

**Traduction :** Eve-Laure Gay

**Réalisation :** secteur communication de la Ligue de l'enseignement

**Crédits photos :**

© Benoît Debuisser (couverture)

© Culture Action Europe (pp. 2, 6, 8)

© CC BY-SA Sebastiaan ter Burg (p. 4)

© EYCA (p. 10)